

L'isolement de la Russie dans l'Asie-Pacifique

Daniel Pineye¹

Résumé

Depuis la mort de Staline, l'URSS, puis, de nos jours, la Russie, ont cherché à faire reconnaître la légitimité des intérêts russes ou soviétiques en Asie-Pacifique. En vain, malgré les « offensives de charme » lancées par M. Gorbatchev, à partir de juillet 1986, et celles de B. Eltsine, – depuis l'éclatement de l'URSS en décembre 1991.

En ce début 1994, où en est-on ? De l'aveu même de ses propres spécialistes, la Russie est toujours tenue à l'écart des processus d'intégration de la région. Ainsi, lorsque s'est tenue, en novembre 1993, la première session au sommet de la Conférence sur la Coopération Economique en Asie-Pacifique, a-t-elle dû se résigner à assister de loin aux discussions.

Quelles en sont les principales raisons ? L'étude de ses relations avec la région permet de dégager deux tendances essentielles qui bloquent, pour le moment du moins, ses espoirs d'insertion. Elle projette encore de nos jours une image trouble. Ses forces militaires sont toujours pléthoriques, comme elles l'étaient déjà aux plus beaux temps de l'Union soviétique. A quoi peuvent-elles servir si la Russie n'est animée que de desseins pacifiques ? Même si l'hypothèse d'une agression éventuelle n'est plus crédible, ses voisins se méfient. Ils n'oublient pas. Ses ventes massives d'armes et de technologies militaires à la Chine inquiètent aussi : elles bouleversent l'équilibre stratégique en Asie. A ces problèmes, d'autres viennent s'ajouter : trafics divers, banditisme, exportation de la prostitution, accumulation des impayés, surévaluation des complémentarités économiques avec la région...

Car, deuxième point important, hommes politiques et spécialistes russes surestiment l'importance que présente pour l'Asie les richesses naturelles dont bénéficie

1. Daniel Pineye est chargé de mission au CEPPII.

leur Extrême-Orient. Ils vantent à l'envi ses réserves de métaux précieux et non-ferreux, celles aussi de diamants, de charbon, de pétrole ou encore de la mer... mais ils oublient qu'aucun effort sérieux n'est accompli pour attirer les investissements. Quand elles existent, les infrastructures sont en état avancé de délabrement. Et personne en Russie – ni les autorités locales, ni le gouvernement –, n'a, pour l'instant, les moyens d'assurer leur redressement. Le surcoût, pour tout investisseur, est important. L'incertitude l'emporte aussi lorsque ce même investisseur observe l'instabilité politique et économique qui prévaut aujourd'hui en Russie. Ou lorsqu'il constate que, dans son pays, la structure sectorielle de l'économie rend moins nécessaires qu'auparavant des approvisionnements importants en matières premières. Il diffère ou annule ses investissements. Il préfère la Chine qui, outre qu'elle lui offre un marché plus important, lui permet de prendre pied indirectement en Russie d'Extrême-Orient. Le commerce frontalier sino-russe est, en effet, le seul segment dynamique des relations économiques de la Russie avec les pays de l'Asie-Pacifique.

Le 19 novembre 1993, s'ouvrait à Seattle, dans l'Etat de Washington, aux Etats-Unis, la première réunion au sommet de la Conférence sur la Coopération Economique en Asie-Pacifique. Quinze pays membres étaient représentés : les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée du Sud, la Chine, Hong Kong, Taiwan et les six de l'ASEAN. Il y fut décidé d'accepter la candidature du Mexique et de la Papouasie - Nouvelle-Guinée, puis celle du Chili une fois le délai d'un an écoulé. Aucune autre admission ne serait étudiée avant 1997.

Ainsi, non seulement la Russie n'avait pas été invitée, mais l'éventualité elle-même d'une adhésion prochaine lui était refusée. Ce n'était pourtant pas faute de l'avoir demandée. Notamment par la voix d'Andrei Kozyrev, son ministre des Affaires étrangères qui, devant ses homologues de l'Asie du Sud-Est réunis en conférence de l'ASEAN en juillet 1992, avait longuement rappelé que les deux-tiers de son territoire étaient situés en Asie, qu'il ne fallait pas la tenir à l'écart du processus d'intégration car sa participation était nécessaire à la sécurité dans la région. C'est donc avec une certaine amertume que les commentateurs russes ont relevé le rôle que la Chine, par l'intermédiaire de son premier ministre, Jiang Zemin, a pu jouer lors de cette conférence à laquelle, elle, elle était invitée. Comme les observateurs occidentaux, ils ont noté qu'il s'en est fallu d'un rien pour que le rôle de vedette que le président américain entendait bien jouer ne lui fût volé.

Il n'est alors pas surprenant que la Russie puisse se sentir frustrée. Pourtant, à suivre les débats qui se sont déroulés tant en Asie qu'en Russie elle-même, on ne peut la disculper d'une part certaine de responsabilité. Les pays d'Asie reprochent à la diplomatie russe de les négliger. Justifié ou non, ce reproche a été formulé par le porte-parole des ambassadeurs que A. Kozyrev avait conviés à s'entretenir avec

lui au Kremlin, en octobre 1992. Les « conservateurs » russes n'ont pas manqué de faire chorus. En visite en Asie, en février 1993, A. Routskoï, alors encore vice-président de la Russie, n'hésitait pas à condamner « l'occidentalo-centrisme » de son pays.

Outre les politiques, les scientifiques, par nature modérés, n'hésitent pas eux aussi à mettre l'accent sur les errements présents ou passés de la politique extérieure de leur pays. Ainsi, V. Ivanov, actuellement chercheur à l'Institut américain de la Paix, à Washington, insiste-t-il sur l'idée de danger qu'a engendrée en Asie la colonisation de l'Extrême-Orient par la Russie, car cette colonisation a toujours été étroitement liée au déploiement d'effectifs militaires disproportionnés à la garantie de la sécurité. D'où, dit-il, l'isolement que subit la Russie en Asie depuis le XIX^e siècle.

L'image que projette, en effet, la Russie est, de nos jours encore, une image trouble. De par, certes, ce déploiement militaire toujours impressionnant, mais aussi, de par la grande braderie de ses stocks d'armements qui permet à la Chine de moderniser à bon compte son armée. Modernisation qui pourrait déstabiliser l'équilibre stratégique dans la région. D'autres faits viennent renforcer les effets négatifs de cette politique : contentieux territorial avec le Japon, banditisme, exportation de la prostitution... et accumulation des impayés. La Russie projette aussi l'image d'un géant militaire en faillite.

Améliorer l'image est donc nécessaire, mais, toutefois, pas suffisant. Pour s'intégrer à l'Asie, la Russie devra aussi s'efforcer de développer les opportunités que lui offrent les richesses naturelles dont elle a été dotée. Pour l'instant, en effet, les complémentarités économiques dont parlent tant ses hommes politiques ressortent encore du domaine théorique. En réaliser les potentialités nécessiterait d'attirer les capitaux étrangers. Mais ces derniers ne viendront s'investir que le jour où la Russie se sera stabilisée et qu'elle pourra leur offrir des garanties de rentabilité. Le seul point vraiment favorable des relations de la Russie avec l'Asie que l'on puisse actuellement relever est le développement soutenu des relations économiques avec la Chine.

■ Une image trouble

Depuis la mort de Staline et la mise en œuvre d'une ligne politique de coexistence pacifique, les dirigeants de l'URSS, et à présent ceux de la Russie, s'efforcent d'obtenir des pays asiatiques la reconnaissance de la légitimité des intérêts russes ou soviétiques en Asie-Pacifique. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, en effet, colonisation et rapports des forces aidant, c'est plutôt de l'Occident que dépendait l'acceptation ou le rejet de l'expression des intérêts russes ou soviétiques en Extrême-Orient. Après la guerre, Staline, lui, avait tranché et décidé d'imposer sa

volonté. Ses successeurs avaient ensuite tenté d'effacer les séquelles du passé. En juillet 1953, pour mettre fin à la guerre de Corée, ils avaient accepté l'idée d'un armistice et de négociations de paix. N. Khrouchtchev s'était même engagé, le 19 octobre 1956, à restituer au Japon deux des quatre îles Kouriles annexées par Staline dès qu'un traité de paix soviéto-japonais pourrait être signé. Quant à L. Brejnev, il avait proposé, le 7 juin 1969, de créer un « système de sécurité collective en Asie » dans lequel l'URSS aurait eu un rôle important à jouer. Mais ses interlocuteurs avaient rapidement décelé ses ambitions d'isoler la Chine et de remplir le « vide » que laissaient le retrait britannique à l'Est de Suez, annoncé en janvier 1968, et le souhait américain, exprimé pour la première fois en mai 1969, de passer la main à Saïgon dans la résolution du conflit vietnamien. C'est donc un refus que ses propositions avaient reçu.

C'est M. Gorbatchev le premier qui a véritablement tenté de casser radicalement l'image héritée du passé. Sa « nouvelle pensée » ne s'appliquait pas seulement à la relation de l'URSS à l'Occident, Tiers-Monde, Chine, ONU, Asie non-communiste... tout l'environnement international du bloc soviétique était visé. Dans son discours de Vladivostok, le 28 juillet 1986, il insistait ainsi sur la nécessité d'instaurer avec l'Asie-Pacifique des relations de bon voisinage, par le biais, notamment, d'une coopération économique destinée à développer l'Extrême-Orient soviétique. L'année suivante, dans un entretien qu'a publié le 22 juillet le journal indonésien *Merdeka*, il se disait prêt aussi à retirer les missiles nucléaires à portée intermédiaire déployés en Asie. Une liste exhaustive de ses initiatives (discours de Krasnoïarsk, contacts au sommet avec Séoul, visites officielles en Chine et au Japon...), risquant d'être trop longue à lire, il est préférable de renvoyer le lecteur à la chronologie analytique annexée à cet article pour ne plus citer qu'un exemple important, son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 7 décembre 1988, dans lequel il annonçait le retrait unilatéral en deux ans de 120 000 hommes déployés en Sibérie, en Mongolie extérieure et en Extrême-Orient.

Mais, à présent on le sait, il n'a pu remporter qu'un bien maigre succès. Les dirigeants des pays de l'Asie-Pacifique ont, certes, voulu croire en la sincérité de sa « nouvelle pensée ». Ils n'en observaient pas moins que les problèmes essentiels subsistaient. Problème des Kouriles pour le Japon, des livraisons d'armes à la Corée du Nord pour Séoul, des bases navales au Vietnam pour l'ASEAN... Et, de surcroît, bien que les retraits annoncés aient été opérés, les forces soviétiques demeuraient pléthoriques.

En juin 1991, peu avant qu'un putsch n'ébranle à Moscou le pouvoir de M. Gorbatchev et ne conduise l'URSS à l'éclatement, le lieutenant-général Viktor Novojilov, commandant en chef du district militaire d'Extrême-Orient, déclarait encore qu'il avait sous ses ordres 325 000 hommes, 4 500 chars, 870 avions de combat et que la flotte de Vladivostok comptait 55 grosses unités navales de surface, tout en restant discret sur les sous-marins d'attaque ou bien lanceurs d'engins. Il annonçait aussi qu'à l'horizon 1995, 80 % au moins de ces matériels auraient été remplacés par d'autres plus sophistiqués et que tout nouveau retrait serait subordonné à un retrait équivalent des forces opposées. L'inquiétude subsistait, d'autant plus que les experts relevaient que la majorité des troupes retirées

comptait au nombre de celles déployées contre la Chine. En Extrême-Orient, face au Japon et, au Vietnam, face aux Philippines, l'importance des effectifs n'avait que peu varié. Si l'URSS était sincère dans son désir de paix, quelle pouvait bien être la finalité qui nécessitait une telle armée ?

L'URSS ayant sombré, B. Eltsine a très vite tenté, lui aussi, d'améliorer l'image que percevait l'Asie de son pays. Dès février 1992, il s'engageait à retirer unilatéralement 60 000 des hommes déployés en Extrême-Orient. Le 10 du même mois, il relançait les négociations avec le Japon pour la conclusion d'un traité de paix et les assortissait de la reconnaissance de la validité de la déclaration conjointe d'octobre 1956 par laquelle l'URSS s'engageait, après signature du traité, à restituer les deux plus méridionales des quatre îles Kouriles annexées par Staline. Il proposait aussi des visites officielles en Asie : Japon, Corée du Sud, Chine...

Mais il sous-estimait, apparemment, l'opposition à laquelle allaient se trouver confrontés ses engagements. Aucun retrait unilatéral n'a pu être observé jusqu'à présent. Les experts ont noté, au contraire, le transfert d'Ouest en Est de nouvelles unités. L'exemple le plus souvent cité est celui d'un « régiment d'aviation » rapatrié d'Estonie qui, paraît-il, ne pouvait être positionné dans la partie européenne de la Russie. Faute de locaux décentes à l'Ouest de l'Oural pour loger les hommes et leur famille, ne restait plus que l'Extrême-Orient pour leur offrir un cantonnement. Pour en finir avec le problème militaire, il reste à préciser que l'éclatement de l'URSS et les difficultés financières de son héritière ont quand même imposé des réductions, même si celles-ci n'étaient pas volontaires. En 1992, ainsi, les ex-républiques fédérées ont rappelé leurs conscrits et amputé d'un tiers les effectifs déployés en Asie. Deux des porte-aéronefs – ex-joyaux de la flotte du Pacifique –, obsolètes à présent faute de financement pour les moderniser, attendent d'être vendus pour être dépecés. Le Minsk, désarmé, est en train de rouiller dans une rade, près de Sovetskaïa Gavan'. Le Novorossiïsk, plus récent, va le suivre incessamment. Les coupes budgétaires ont également réduit d'un tiers les temps d'entraînement, empêchant ainsi de bien former les hommes au maniement des engins sophistiqués dont ils sont de plus en plus souvent dotés. Bon gré mal gré, la Russie en vient à épurer la structure de son armée. Effectifs plus réduits, mais spécialisés, en attendant d'être professionnalisés. Matériels moins nombreux, mais modernisés. Ses voisins n'en sont pas plus rassurés pour autant.

Le domaine militaire n'est pas le seul dans lequel B. Eltsine rencontre une vive opposition. Forts de l'appui d'une large fraction de l'opinion publique humiliée de n'avoir pu empêcher l'effondrement de l'empire, les « conservateurs » russes, comme avant eux leurs homologues soviétiques, rejettent toute idée de rétrocession des Kouriles que réclame le Japon. Leur pression est si forte que, par deux fois (en septembre 1992 et en mai 1993), le président russe a dû, de façon très cavalière, annuler au dernier moment sa visite officielle au Japon où l'on attendait de lui des concessions.

Laissant à l'encadré 1 le soin de rappeler l'historique de ce contentieux territorial, l'étude de ce problème montre l'indétermination du chef du pouvoir exécutif russe pour régler cette question. Il donne l'impression de nager dans les contradic-

tions. Ainsi, alors qu'il avait reconnu en février 1992 la validité de la déclaration conjointe de 1956 promettant la restitution de Shikotan et des Habomaï après la conclusion d'un traité de paix, en décembre de la même année signait-il un décret faisant de l'ensemble de l'archipel des Kouriles (y compris donc les quatre îles contestées) une zone économique libre dans laquelle les entreprises étrangères pourraient investir et louer pour 99 ans les terrains nécessaires à leur implantation. Le Japon perçut alors le fait comme une provocation. Son opinion publique, consultée par sondages, ne voit aucune possibilité d'amélioration des relations (50,1 % des opinions lors d'un sondage effectué les 22 et 23 mai 1993, après la deuxième annulation d'un voyage de B. Eltsine), s'oppose même à toute aide à la Russie avant restitution (29,3 % lors du même sondage) ou regrette que le gouvernement japonais ait levé en avril 1993 la liaison politique-économique qui cantonnait l'aide du Japon à l'aide humanitaire et multilatérale (42,6 % des sondés). Lorsque, enfin, en octobre 1993, le président russe a débarqué à Tokyo pour sa visite officielle, la presse anglophone japonaise, relevant non seulement l'absence de règlement du problème des Kouriles, mais, également, la répression sanglante des opposants russes du Parlement, titrait « An unwelcome guest » (un invité indésirable). La *Far Eastern Economic Review*, dans le même temps, publiait une caricature présentant B. Eltsine en haillons et tendant une sébile au premier ministre japonais, Morihiro Hosokawa, tout en lui disant, dans une grimace, « I'm still the boss » (je suis encore le patron). On peut y voir une certaine perception d'arrogance de la politique russe dans la région liée à ses nombreuses contradictions.

Ces contradictions, des analystes russes, et notamment V. Ivanov déjà cité, croient pouvoir en trouver l'origine dans le tempérament de B. Eltsine. Ce serait un homme, selon eux, désireux de plaire. Pour ce faire, il serait prêt à toutes les promesses, quitte par la suite à les renier sous la pression de ses conseillers. Ainsi, ces analystes citent-ils l'exemple de la Corée du Sud où il a effectué une visite officielle peu après (les 18 et 19 novembre 1992) la reconduction (en juillet) du traité d'Amitié et de Coopération avec la Corée du Nord dont l'article 1 prévoit toujours une intervention (à l'origine soviétique, à présent russe) dans le cas où la Corée du Nord serait attaquée sans provocation. A Séoul, en public, B. Eltsine a affirmé qu'il était prêt à abroger cet article ou, si impossible, à dénoncer purement et simplement le traité. Mais il a dû, le jour même de son retour à Moscou, dénier qu'il en ait jamais parlé.

Par delà ces problèmes politiques, on peut aussi relever des troubles dont l'origine se situe dans le désordre économique et financier que vit aujourd'hui la Russie. Les pays qui lui sont frontaliers se plaignent qui du banditisme (hommes d'affaires et touristes sont la cible privilégiée des agressions qui y sont opérées), qui de l'exportation de la prostitution (Chine et Japon, principalement)... Ils se plaignent aussi de l'immersion sans précaution de déchets ou de vieux réacteurs nucléaires que les cargos russes, faute de carburant, pratiquent n'importe comment, dans la mer du Japon, notamment. A cette liste déjà longue, on peut rajouter les impayés au Japon, à la Corée du Sud et même à la Thaïlande, pourtant un pays en développement. Et rajouter, également, les ventes massives d'armes à la Chine, pour assurer la survie des industries d'armement.

Encadré 1

Le contentieux des Kouriles : chronologie simplifiée *

7 février 1855

Traité de Shimoda (commerce, navigation et délimitation des frontières). L'article 2 de ce traité fixe la frontière russo-japonaise dans les Kouriles entre les îles Iturup (Etorofu en japonais) et Urup (Uruppu en japonais). L'île de Sakhaline sera une possession conjointe.

7 mai 1875

Traité de Saint-Petersbourg. La Russie concède au Japon une souveraineté totale sur l'archipel des Kouriles en échange d'une souveraineté totale sur l'île de Sakhaline.

5 septembre 1905

Traité de Portsmouth. Après sa défaite dans la guerre russo-japonaise, la Russie doit rétrocéder au Japon la souveraineté sur le sud de l'île de Sakhaline.

23 novembre 1943

Déclaration du Caire. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS s'engagent à renoncer à « toute visée expansionniste » dans leurs buts de guerre. Le Japon ne sera dessaisi que des territoires qu'il a acquis « par la violence et la cupidité ».

11 février 1945

Accords de Yalta. En échange de son entrée en guerre contre le Japon, l'URSS obtient la restauration à son profit des droits de la Russie antérieurs à 1905. Il s'agit, notamment, de la souveraineté sur le sud de l'île de Sakhaline (et des îles adjacentes) et de la restitution des Kouriles.

26 juillet – 9 août 1945

Déclarations de Potsdam. Signées par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Chine, puis par l'URSS. La souveraineté du Japon sera limitée, dans un premier temps, aux îles Honshu, Hokkaido, Kyushu et Shikoku, puis, dans un deuxième temps, à des îles mineures qui seront déterminées ultérieurement.

21 septembre 1945

Annexion des Kouriles du sud. Staline proclame qu'elles font partie intégrante du territoire soviétique. Cependant, aucun accord ou traité formel n'assurera la reconnaissance internationale de cette annexion.

8 septembre 1951

Traité de San Francisco. Dans l'article 2 du chapitre II de ce traité de paix, le Japon renonce à tout droit, titre et revendication sur la partie sud de Sakhaline (et les îles adjacentes) et sur les îles Kouriles. Les termes du traité passant sous silence le nom du bénéficiaire des droits de souveraineté sur ces territoires, l'URSS refusera de le signer.

* Source : D. Pineye, « Russie – Japon : une normalisation entravée par quelques îles », *Relations internationales et stratégiques*, n° 8, hiver 1992, pp. 214-221.

Traité de sécurité nippo-américain. Signé à San Francisco également, ce traité accorde au Japon un droit progressif d'assurer sa propre défense contre toute agression.

7 septembre 1956

Mémoire du département d'Etat américain à propos de Yalta et des îles Kouriles. Rédigé à la demande du ministère des Affaires étrangères du Japon qui souhaitait connaître la position des Etats-Unis sur les négociations d'un traité de paix nippo-soviétique, ce mémorandum souligne que :

- les accords de Yalta n'étaient que des propositions et non pas des dispositions finales ayant effet sur des transferts de territoire ;
- le traité de San Francisco n'a pas déterminé le pays auquel serait transférée la souveraineté sur les territoires auxquels le Japon renonçait ;
- les faits historiques démontrent que les îles Iturup (Etorofu) et Kunashir (Kunashiri), ainsi que les îles Habomai et Shikotan (ces dernières étant partie intégrante d'Hokkaido) ont toujours été propriété japonaise et devraient en toute justice être sous souveraineté japonaise.

19 octobre 1956

Déclaration conjointe soviéto-japonaise : selon l'article 9 de cette déclaration « ... l'URSS désireuse de satisfaire les souhaits du Japon et de prendre en considération les intérêts de l'Etat japonais accepte de restituer les îles Habomai et l'île Shikotan au Japon... après la conclusion d'un traité de paix... ».

27 janvier 1960

Mémoire soviétique adressé au Japon. Protestant contre l'accord de reconduction du traité de sécurité américano-japonais, l'URSS, se disant menacée, renonce à négocier un traité de paix et dénonce la déclaration conjointe d'octobre 1956.

Depuis lors, tout en reconnaissant depuis 1986 l'existence d'un contentieux et la nécessité d'un règlement, l'URSS, puis la Russie, n'ont pu trouver ni solution, ni compromis.

■ Des complémentarités économiques... théoriques

A cette image trouble que projette la Russie se surajoute une incompréhension des lois économiques qui régissent la vie des affaires en Asie-Pacifique. Economistes et hommes politiques russes vantent, en effet, à merci, les complémentarités qui, à leur avis, lient l'Asie au destin de l'Extrême-Orient de leur pays. Cette vaste région - 6,2 millions de kilomètres carrés, 36,4 % du territoire de la Russie - regorge de matières premières (carte et encadré 2). Or tout y reste à faire. C'est donc là que se trouve pour l'Asie « la » dernière « frontière ». Il suffirait d'y injecter des capitaux pour qu'elle devienne « l'Eldorado ».

Encadré 2

L'Extrême-Orient russe 6,2 millions km² – 8 millions d'habitants

Part des principales productions dans la production de la Russie en 1990

Production industrielle :	4,7 %
<i>industries extractives :</i>	<i>15,0 %</i>
charbon	12,6 %
non-ferreux	12,7 %
or	50,0 %
diamants	98,9 %
<i>industries manufacturières :</i>	<i>3,6 %</i>
machines et équipements	2,8 %
industrie légère	1,6 %
industrie alimentaire	11,4 %
Bois brut	9,7 %
Poissons et fruits de mer	58,7 %

Principales entités administratives

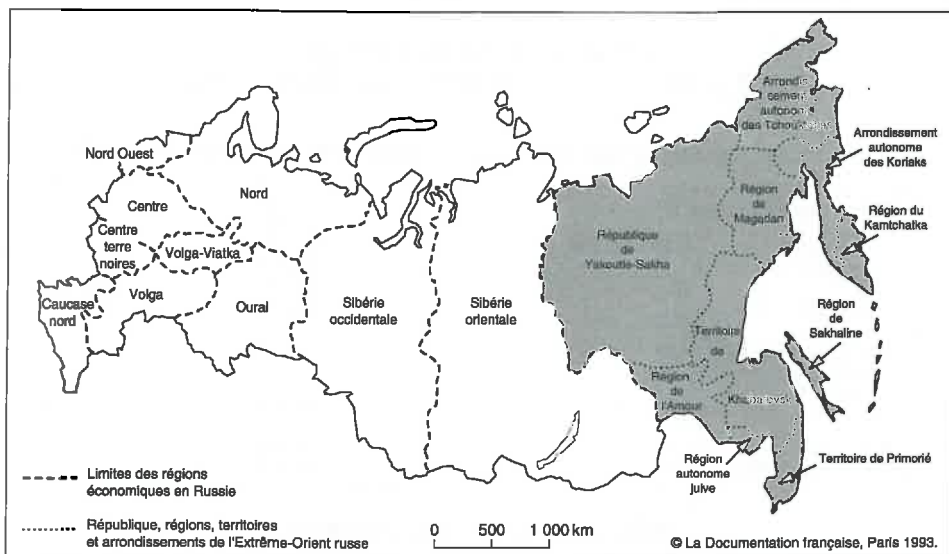
Territoire maritime (Primorie) – Population : 2,3 millions d'habitants – Capitale : Vladivostok (648 000 hab.) – Part dans la production de l'Extrême-Orient : industrielle 28,9 % riz 100,0 % soja 30,0 % céréales 30,0 % lait et viande 25,0 %	Territoire de Khabarovsk – Population : 1,6 million d'habitants – Capitale : Khabarovsk (601 000 hab.) – Part dans la production de l'Extrême-Orient : industrielle 25,0 % acier et laminés 100,0 % produits pétroliers 100,0 % constructions mécaniques 45,0 % bois et cellulose 40,0 %
République de Sakha (Yakoutie) – Population : 1,1 million d'habitants – Capitale : Yakouusk (187 000 hab.) – Part dans la production de la Russie : diamants 98,9 % or 10,0 %	Région de l'Amour – Population : 1 million d'habitants – Capitale : Blagoveshchensk (206 000 hab.) – Part des terres cultivées de l'Ext.-Orient 55,0 % – Part dans la production de l'Extrême-Orient : soja 70,0 % céréales 60,0 % lait et viande 33,0 %
Région de Sakhaline – Population : 718 000 habitants – Capitale : Youjno-Sakhalinsk (157 000 hab.) – Part dans la production de l'Extrême-Orient : pétrole 100,0 % papier 90,0 % carton 40,0 %	Région du Kamtchatka – Population : 533 000 habitants – Capitale : Petropavlovsk-Kamitchatskij (269 000 hab.) – Part dans la production de l'Extrême-Orient : pêche 70 %

Sources : L. Anosova, « L'Extrême-Orient russe », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 379, mai 1993.

S. Manezhev, « The Russian Far East », *Royal Institute of International Affairs*, 1993.

V. Andrianov, « Rossijskij Dal'nij Vostok : Vzaimootnoshenija s Centrom », (*L'Extrême-Orient russe : inier-relation avec le Centre*). *Problemy Dal'nego Vostoka*, n° 6, 1993.

L'Extrême-Orient russe



Ce type de propos n'est pas nouveau. En 1986, déjà, M. Gorbatchev pensait qu'il suffirait d'annoncer un plan à long terme de développement de l'Extrême-Orient pour y attirer d'importants investissements. L'approche, cependant, restait bureaucratique. On n'en trouva des traces que dans le discours des hommes politiques. Les recettes nouvelles qu'expérimente l'actuelle direction – accélération, notamment, de la dévolution des pouvoirs de décision – n'ont encore, pour l'instant, faute d'argent, qu'un effet symbolique. Les milieux d'affaires asiatiques observent, misent « pour voir », mais demeurent sceptiques. Non pas que les richesses – réelles – de l'Extrême-Orient russe les laissent indifférents. Mais parce que les investissements nécessaires pour les exploiter sont tellement importants qu'ils ne veulent pas être seuls à les risquer. Ils attendent que la Russie fasse un effort de son côté.

L'Extrême-Orient russe recèle, en effet, des richesses qui peuvent faire rêver bien qu'elles ne soient, encore, pour l'instant, que très peu explorées. Des réserves minérales, – notamment. On y a prospecté plus de soixante-dix minéraux abondants : charbon, or, argent, platine, diamants, antimoine, étain, tungstène, plomb, zinc, fer, bore, apatite... Les seules réserves explorées de non-ferreux (4,4 milliards de tonnes) seraient estimées à 10 000 milliards de dollars 1992, au prix du marché. Le potentiel énergétique, lui aussi étudié partiellement, serait impressionnant : 24 milliards de tonnes de charbon, 330 millions de tonnes de pétrole, 1 800 milliards de mètres-cubes de gaz naturel... auxquels pourraient s'ajouter 1 000 milliards de kilowatts-heure d'hydroélectricité... La forêt n'est pas en reste.

Recouvrant 80 % de la superficie de la région, elle recèlerait 28 % des réserves de bois d'œuvre de la Russie, plus du tiers des populations d'hermines, de renards bleus, de zibelines... Elle serait riche aussi de gibier, d'herbes médicinales... L'Océan est prolifique, lui aussi. Dans la zone des 200 milles nautiques de la Russie, les réserves de poissons et de fruits de mer seraient estimées à 26 millions de tonnes. Les plages seraient belles, les geysers abondants. Une intense activité touristique – pêche sportive, chasse, sports d'hiver, randonnée, alpinisme, thermalisme... – pourrait être développée dans cette région paraît-il idyllique. Cette activité serait facilitée par la proximité des Etats-Unis, de la Chine, du Japon, de la Corée. Et comme les terminaux des grandes voies ferrées – BAM, transsibérien – sont libres de glace toute l'année, un axe de transit Asie-Europe pourrait s'organiser...

Mais les hommes d'affaires asiatiques s'inquiètent de l'importance des investissements qu'ils auraient à consentir pour exploiter ces richesses alors même que les garanties qui devraient leur être offertes restent largement à l'état de promesses. Ils observent, en effet, que depuis le début des années quatre-vingt, l'exploitation intensive des gisements les plus faciles d'accès – exploitation à ciel ouvert pour les industries extractives, existence d'infrastructures... – a ruiné leur valeur productive. Pour développer les gisements restant, ou épuiser ceux qui ont été mal exploités par le passé, il faut, à présent, non seulement injecter des technologies nouvelles, sophistiquées, mais aussi créer des routes, des voies ferrées, des centrales et des lignes électriques, des logements, des locaux pour les services publics... Lorsqu'elles existent, les infrastructures, de source russe, sont en état avancé de délabrement et inférieures de 50 % aux besoins que nécessiterait le développement de cet Extrême-Orient. Or, ni le gouvernement russe, ni, à fortiori, les autorités régionales, ne disposent de moyens suffisants de financement. C'est l'investisseur étranger lui-même qui devra pourvoir à l'essentiel des investissements de développement. Il hésite à s'engager devant l'ampleur des sommes qu'il aura à déboursier.

Il attend également, peu pressé, que la Russie soit stabilisée. L'inflation –20 % par mois environ – ne suscite pas de vocations. Pas plus que ne le font les luttes pour le pouvoir que mènent les autorités locales contre le gouvernement central. Nul ne peut dire, sans risque de se tromper, qui – du Centre ou de la périphérie – détient la réalité des responsabilités dans les relations économiques avec l'étranger. Cette absence de clarté nuit. Malgré les efforts accomplis – la Russie a, en effet, cherché à se doter de « zones économiques libres » calquées sur les « zones économiques spéciales » de la Chine –, le cadre législatif est encore trop vague pour attirer les capitaux qui cherchent à se placer. D'autant plus que leur rentabilité est loin d'être assurée. Si l'on consent des prêts à la Russie pour financer sa part des dépenses locales, sera-t-elle un jour à même de les rembourser ? Elle est déjà en état d'insolvabilité. Elle a même du mal à honorer les échéances des intérêts. En décembre 1992, la Corée du Sud a dû, ainsi, geler les lignes de ses crédits à l'exportation jusqu'à ce que, en février 1993, la Russie s'engage à livrer des lingots d'aluminium pour compenser. Pour ce qui concerne l'amortissement du capital, les firmes japonaises relevaient, en juillet 1993, qu'elle leur devait 1,6 milliard de dollars. Et la Thaïlande est excédée. Elle a livré à crédit, en 1992, pour 200 millions

de dollars de riz pour l'instant encore sans contrepartie. Il n'est alors pas surprenant que l'investisseur se méfie. Il mise juste assez pour être présent pour ne pas, le jour dit, laisser le champ libre à ses concurrents.

Dans l'instant, en ce mois de mars 1994, le bilan que l'on peut dresser des tentatives de la Russie pour s'intégrer à l'Asie-Pacifique est plutôt négatif. Il ne faudrait pas, cependant, s'imaginer que le phénomène de rejet que l'on peut observer est définitif. Conscients d'une menace qui subsiste, les pays de la région réagissent. Ils cherchent à canaliser les pulsions qui pourraient entraîner la Russie à opérer une agression. S'ils lui refusent toujours l'accès aux organes suprêmes de la région, ils lui proposent des projets de coopération. Pour développer, notamment, une sorte de « marché commun » de la mer du Japon. Réalisme politique aidant, la Russie – mais quand ? – pourra, peu à peu, trouver sa place dans le concert économique de l'Asie-Pacifique. Mais il lui faudra, auparavant, régler ses propres problèmes tant de financement que de redondance des armements.

Annexe **Chronologie sélective** **des relations Russie – Asie-Pacifique**

28 mai 1858

Traité d'Aïgoun, la Russie annexe la rive droite de l'Amour au détriment de la Chine et fonde Khabarovsk.

14 novembre 1860

Suite à l'intervention franco-britannique à Canton et à Pékin, la Russie annexe la vallée de l'Oussouri et fonde Vladivostok. Les frontières extrême-orientales de la Russie continentale sont dès lors établies.

27 février 1947

Un amendement à la constitution soviétique légalise l'annexion de quatre des îles Kouriles qui avaient toujours appartenu au Japon jusqu'à leur conquête par l'armée soviétique le 29 août 1945. Les frontières maritimes actuelles de l'Extrême-Orient russe sont ainsi établies.

19 octobre 1956

L'URSS s'engage à restituer au Japon les deux plus méridionales des quatre îles Kouriles contestées (Shikotan et les îlots des Habomaï) après la signature d'un traité de paix. Cet engagement sera dénoncé en 1960 après la reconduction du traité nippo-américain de 1951.

7 juin 1969

Suite à l'annonce du retrait britannique à l'Est de Suez et à celle d'un désengagement américain au Vietnam, l'URSS propose un « pacte de Sécurité collective en Asie » pour isoler la Chine et combler le vide laissé par le désengagement américano-britannique.

1979

En réaction au traité de paix sino-japonais (12 juillet 1978), à l'instauration de relations diplomatiques sino-américaines (16 décembre 1978) et à l'intervention chinoise au Vietnam (qui débuta le 17 février 1979), l'URSS renforce son déploiement militaire en Extrême-Orient. La flotte du Pacifique deviendra la principale de ses quatre flottes de guerre.

24 mars 1982

À l'occasion d'une visite à Tashkent, en Asie centrale soviétique, L. Brejnev propose à la Chine de normaliser les relations inter-étatiques sino-soviétiques.

31 août-1^{er} septembre 1983

Un avion de chasse soviétique détruit en vol dans la nuit un appareil civil sud-coréen (vol KAL-007). On dénombre 269 victimes. L'Occident y verra un besoin de crédibiliser les dispositifs dissuasifs de l'Union soviétique.

28 juillet 1986

Discours de Vladivostok de M. Gorbatchev. Véritable offensive de charme en direction de l'Asie, ce discours contient des propositions de coopération économique aux pays non-communistes et insiste sur la volonté soviétique de créer un climat de bon voisinage avec la Chine.

22 juillet 1987

Dans un entretien accordé au journal indonésien *Merdeka*, M. Gorbatchev déclare que l'URSS est prête à éliminer ses missiles nucléaires déployés en Asie.

16 septembre 1988

Outre le démantèlement du radar géant de Krasnoïarsk (qui contrevient au traité ABM de 1972), M. Gorbatchev propose d'échanger l'abandon des bases soviétiques au Vietnam contre l'abandon des bases américaines aux Philippines.

7 décembre 1988

Dans un discours prononcé devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, M. Gorbatchev propose, outre l'adoption de principes nouveaux dans les relations internationales, des réductions unilatérales (500 000 hommes) des forces soviétiques, dont certaines de celles déployées en Asie (120 000 hommes).

15-18 mai 1989

Visite officielle en Chine de M. Gorbatchev à l'heure où les étudiants chinois vivent le « printemps de Pékin ». Il proposera le 17 la démilitarisation de la frontière commune et annoncera un retrait partiel et unilatéral des troupes soviétiques déployées en Mongolie extérieure.

4 juin 1990

À la fin de sa visite officielle aux États-Unis, M. Gorbatchev rencontre à San Francisco le président sud-coréen Roh Tae Woo. C'est, de la part de l'URSS, la reconnaissance *De Facto* de la Corée du Sud malgré ses relations privilégiées avec la Corée du Nord. Cette reconnaissance aboutira à l'adhésion des deux Corées à l'ONU le 17 septembre 1991. Entre temps, le 30 septembre 1990, Moscou aura instauré des relations diplomatiques avec Séoul.

16-19 avril 1991

Visite de M. Gorbatchev au Japon. Sous la pression des conservateurs soviétiques, il ne pourra faire aucune concession au sujet des Kouriles. Il repartira sans avoir reçu la garantie d'une aide économique.

26 décembre 1991

Après la démission de M. Gorbatchev la veille, le Soviet suprême de l'URSS s'auto-dissout. L'Union soviétique a vécu, que vive la Russie du président B. Eltsine.

10 février 1992

A l'initiative de la Russie, de nouvelles négociations en vue de signer un traité de paix avec le Japon débutent à Moscou. La Russie s'engage, alors, à reconnaître la validité de la déclaration conjointe du 19 octobre 1956.

9 septembre 1992

B. Eltsine ne pouvant honorer sa promesse de restitution des Kouriles annule sans préavis sa visite officielle au Japon prévue pour le 13 septembre suivant.

18-19 novembre 1992

Visite officielle de B. Eltsine en Corée du Sud. Vue l'annulation cavalière de sa visite au Japon, les observateurs en concluront que la Russie joue la Corée contre le Japon.

17-18 décembre 1992

Visite officielle de B. Eltsine en Chine. Il relance à cette occasion la coopération russo-chinoise, notamment dans le domaine du nucléaire civil.

6 mai 1993

B. Eltsine, qui avait fait connaître en avril son désir de faire une visite au Japon en mai après l'annonce de la fin du lien aide-Kouriles, annule à nouveau sa visite faute de pouvoir faire des concessions.

12-13 octobre 1993

Visite officielle de B. Eltsine au Japon. Ne pouvant faire aucune concession à propos des Kouriles, il adresse les excuses de la Russie pour les mauvais traitements infligés par l'URSS aux prisonniers de guerre japonais. Il n'en repartira pas moins, comme M. Gorbatchev en 1991, les mains vides.

Références

Dossiers de presse du CEDUCEE (Documentation française) et du CEPII.

Far Eastern Economic Review :

Lilley, J. (1993), « Prisoners of the Past : Researcher Uncovers New Material on Japanese POW's », 11 novembre.

Lilley, J. (1993), « Dancing with the Bear : South Korean Firms Forge Ahead in Russia », 20 mai.

Smith, C. (1993), « Sent to Siberia : Japanese City Forges Own Trade Ties with Russia », 21 octobre.

Smith, C. (1993), « Wheels of Commerce », 21 octobre.

Smith, C. (1993), « The Bear Hug », 21 octobre.

Cheung, T.M. (1993), « China's Buying Spree, Russia Gears up to Upgrade Peking's Weaponry », 8 juillet.

Zyla, M. (1993), « Deep Trouble : Russian Nuclear Waste Dumped in Sea of Japan », 18 mars.

Kaye, L. (1993), « Creative Tensions, Cross-Border Contacts Bring Growth and Friction », 7 janvier.

Revue de presse des *SUPAR* et *RA Reports*, n° 13 (juillet 1992), n° 14 (janvier 1993) et n° 15 (juillet 1993), Hawai'i University at Manoa, Honolulu, Etats-Unis. Avec les remerciements de l'auteur pour les avant-tirages du n° 16 (janvier 1994).

Aliev, R.S.A. (1992), « Mesto Japonii v politike nashej strany » (La place du Japon dans la politique de notre pays), *MEIMO*, n° 1.

- Andrianov, V. (1993), « Rossijskij Dal'nij Vostok : Vzaimootnoshenija s Centrom », (L'Extrême-Orient russe : interrelation avec le Centre), *Problemy Dal'nego Vostoka*, n° 6.
- Anichkinym, A. (1992), « Japonija i Rossija : dvustoronnie torgovo ekonomicheskie otnoshenija » (Le Japon et la Russie : relations bilatérales économiques et commerciales), *Izvestija*, 8 septembre.
- Anossova, L. (1993), « L'Extrême-Orient russe », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 379, mai.
- Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Stratégie Soviétique (1992), *L'avenir institutionnel de l'ex-Union soviétique, ses incidences sur la sécurité occidentale ; deuxième partie, analyse des lignes de fracture*, rapport annuel, juillet.
- Ivanov, V.I. (1993), « Russia in Northeast Asia : Current National Security Issues », *NIRA Review*, Tokyo, Winter.
- Kazakov, I. (1993), « Krupnyj japonskij biznes vozderzhivaetsja ot uchastija v investicionnykh proektakh v Rossii » (Le grand business japonais s'abstient de participer aux projets d'investissement en Russie), *Business MN*, n° 52, 29 décembre.
- Manezhev, S. (1993), *The Russian Far East*, Royal Institute of International Affairs, Londres.
- Morelle, H. et Pineye, D. (dir) (1993), *Après l'URSS, inventaire pour un drame*, Le Félin, Paris.
- Pineye, D. (1993), « Chronologie » in G. Sokoloff *La puissance pauvre, une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Fayard, Paris.
- Pineye, D. (1992), « Russie-Japon : une normalisation entravée par quelques îles », *Relations Internationales et Stratégiques*, n° 8, hiver.
- Pineye, D. (1991), « URSS-Chine : un commerce dynamique malgré des problèmes techniques », *Economie prospective internationale*, n° 46, 2^e trimestre.
- Pineye, D. (1988), « L'URSS et l'Asie pacifique : vers une relance des relations économiques ? », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 333, octobre.
- Tchernyshev, A. (1993), « Rossijsko-kitajskoe torgovo ekonomicheskoe sotrudnichestvo : istorija, sovremennost', perspektivy » (La coopération économique et commerciale Chine-Russie : histoire, actualité, perspectives), *Vneshnjaja Torgovlja*, (Commerce extérieur), n° 4.

